



**PRÉFET
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité inter-départementale de la Corrèze, de la Creuse et de
la Haute-Vienne
22, rue des Pénitents Blancs
87039 Limoges

Limoges, le 28/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EPC FRANCE

4 rue de Saint Martin
13310 Saint-Martin-De-Crau

Références : Voir UD
Code AIOT : 0006000338

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2026 dans l'établissement EPC FRANCE implanté Les Bruges 87240 Saint-Sylvestre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection avait pour but de vérifier le respect par l'exploitant des exigences réglementaires relatives à la gestion des situations d'urgence et également de vérifier le respect des dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 08/01/2026 qui a été pris à l'encontre de l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EPC FRANCE
- Les Bruges 87240 Saint-Sylvestre
- Code AIOT : 0006000338

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site d'EPC France est un dépôt d'explosifs à usage civil (carrières et grands chantiers) datant de 1951.

Le site est classé seveso seuil haut pour la quantité d'explosifs stockés. Il est autorisé par l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2006 modifié.

Thèmes de l'inspection :

- Explosifs
- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|---|--|-----------------------|
| 2 | Périodicité exercices POI | Code de l'environnement du 27/09/2020, article R 515-100 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 3 | Formation du personnel aux situations d'urgence | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 4 | Dispositions POI | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 5 | Déclenchement des procédures d'urgence | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point a) | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 7 | Stratégie d'intervention | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point c) | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 8 | Alerte | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point d) et e) | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 9 | Interface service externe | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point f) et g) | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 11 | Liste des substances recherchées et milieux associés | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 12 | Stratégie de prélèvement | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 | Demande d'action corrective | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|---|--------------------------|
| 1 | Plan d'opération interne – existence | Code de l'environnement du 01/06/2015, article L 515-41 | Sans objet |
| 6 | Responsable échanges avec l'administration | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point b) | Sans objet |
| 10 | Mesures d'atténuation hors site | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point h) | Sans objet |
| 13 | Personnels compétents | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 | Sans objet |
| 14 | Etat des stocks | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 50 | Sans objet |
| 15 | Sirène PPI | AP de Mise en Demeure du 08/01/2026 | Levée de mise en demeure |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est attendu que l'exploitant mette en œuvre un certain nombre d'actions correctives sur son POI. Cette inspection a permis de constater le respect des dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 08/01/2026 pris à l'encontre de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'opération interne – existence

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2015, article L 515-41 |
| Thème(s) : Risques accidentels, POI |
| Prescription contrôlée : L'exploitant élabore un plan d'opération interne en vue de : 1° Contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ; 2° Mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs. L'exploitant tient à jour ce plan. |
| Constats : L'inspection a constaté que l'exploitant a bien élaboré un POI et qu'il le tient à jour. La version fournie par l'exploitant est datée de juin 2025. L'exploitant a déclaré que le POI est actualisé à chaque modification importantes (réglementaire ou des conditions d'exploitation). L'exploitant a déclaré qu'un exemplaire POI du site est présent au niveau du bureau, un exemplaire au niveau des dépôts A et B et une fiche réflexe POI est présente dans chaque camion |

| |
|--|
| <p>de l'exploitant. Lors de la visite, par échantillonnage, l'inspection a constaté la présence de l'exemplaire du POI au niveau des bureaux.</p> <p>L'exploitant a indiqué s'être doté de l'application WaryMe de gestion de crise qui permet la transmission en instantanée de la progression des différentes actions du POI, via smartphone.</p> <p>L'exploitant a déclaré que tous les salariés du site ont accès à cette application et peuvent intervenir.</p> <p>L'inspection note que sur l'application les actions du POI ne sont pas répertoriées par type d'accident.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 2 : Périodicité exercices POI

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R 515-100</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, POI</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Afin d'atteindre les objectifs énoncés à l'article L. 515-41, le plan d'opération interne définit, notamment, les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens mis en œuvre par l'exploitant de nature à :</p> <p>1° Contribuer à fournir à l'autorité compétente les informations nécessaires à l'établissement des plans d'urgence et à la détermination des mesures et des obligations incombant à l'exploitant mentionnées au III ;</p> <p>2° Assurer, en ce qui concerne l'exploitant, la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.</p> <p>Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré que le dernier exercice POI a eu lieu en Mai 2025. Il n'a pas été en mesure de fournir le compte-rendu suite à la perte du compte-rendu sur l'application WaryMe au bout de 15 jours.</p> <p>L'exploitant a fourni le compte-rendu de l'exercice daté du 20/12/2024, ce compte-rendu mentionne un problème pour joindre le cheffe de dépôt via l'application WaryMe. L'exploitant a déclaré que ce point a été résolu.</p> <p>Le compte-rendu mentionne également que le blocage des accès au site est compliqué lorsqu'il y a peu de personnel sur le site et évoque la possibilité que les forces de l'ordre puisse le faire à la place du personnel du site. L'exploitant a déclaré qu'il n'y a pas eu de suites sur ce point spécifique.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est attendu que l'exploitant mette en place une organisation pour l'archivage des compte-rendus des exercices POI et le suivi des plans d'action le cas échéant.</p> |

| |
|--|
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 3 : Formation du personnel aux situations d'urgence

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5 |
| Thème(s) : Risques accidentels, POI |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p> <p>[...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré que les 6 salariés présents sur le site sont formés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - lors des exercices POI. Dans le compte-rendu de l'exercice POI de 2024, l'inspection note que seuls 4 personnels ont participé sur les 6 salariés du site, - à l'application WaryMe. Lors de l'inspection l'exploitant n'a pas fourni l'attestation de formation du personnel à cette application. - au maniement des extincteurs. Par courriel du 16/04/26, l'exploitant a fait parvenir la feuille d'émargement d'une formation d'équipier de première intervention datée du 14/04/2023. L'inspection note que deux chauffeurs-manutentionnaires apparaissant dans le POI n'ont pas été formé. L'exploitant a indiqué être en retard pour le renouvellement de cette formation. <p>Il est indiqué dans la fiche réflexe POI (en p7 du POI) qu'en cas de l'absence du chef de dépôt, un des chauffeurs prend le rôle de directeur des secours/DOI.</p> <p>Pour les entreprises extérieures, l'exploitant a déclaré faire une information au moment de la rédaction du plan de prévention. Par courriel du 16/04/2026, l'exploitant a fourni la fiche "accueil visiteurs" qui présente les bons réflexes à adopter en cas d'incident ou d'accident.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est attendu que l'exploitant fournisse une formation à l'ensemble du personnel contribuant à la mise en œuvre des moyens d'intervention et à la manœuvre des moyens de secours et justifie du renouvellement périodique des formations pour ses salariés.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 4 : Dispositions POI

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5 |
|--|

| |
|--|
| Thème(s) : Risques accidentels, POI |
| Prescription contrôlée : [...] L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ; [...] |
| Constats : Voir partie confidentielle. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est attendu que l'exploitant clarifie et justifie de la disponibilité des personnels dans des délais adéquats en cas de nécessité, notamment en heures non ouvrées. Ces éléments seront intégrés dans le POI. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 5 : Déclenchement des procédures d'urgence

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point a) |
| Thème(s) : Risques accidentels, POI |
| Prescription contrôlée : a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ; |
| Constats : Dans le POI, l'inspection constate : - la présence de deux fiches réflexes : une concernant le rôle du directeur des secours et une concernant le rôle du directeur adjoint des secours, - que la fonction de directeur des secours est attribuée à la cheffe du dépôt mais que la fonction de directeur adjoint des secours n'est pas attribuée. Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que cette fonction est attribuée à M.Desbordes qui apparait en tant que chauffeur manutentionnaire dans le POI. Dans la fiche réflexe directeur adjoint des secours, l'inspection souligne l'importance de l'action |

"d) procéder à l'appel du personnel" qui n'est pas assurée en cas d'absence du directeur adjoint des secours. Or cette action est importante en cas d'accident pour alerter le personnel sur place mais également le personnel en tournée afin d'éviter qu'il ne revienne sur le site. Dans cette fiche réflexe, l'inspection note également que l'action "e) assurer la police de l'établissement" mériterait d'être précisée.

Dans la fiche réflexe POI (page 7 du document POI), l'exploitant mentionne un rôle de directeur des secours et un rôle de DOI avec pour chaque rôle, des actions différentes à mener. Dans cette fiche il est également indiqué que le directeur régional est susceptible de prendre la fonction de DOI.

Dans les deux fiches réflexes "fonction", il n'est pas fait mention des actions à mener en cas de l'activation de l'astreinte SOCOTEC pour les premiers prélèvements dans l'environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est attendu que l'exploitant :

- définisse le nom ou la fonction du directeur adjoint des secours,
- propose une organisation afin d'assurer la réalisation des missions du directeur adjoint des secours en cas d'absence de celui-ci,
- clarifie dans son POI les terminologies et éventuellement les rôles du directeur des secours et du directeur des opérations internes si ces fonctions ne sont pas les mêmes,
- intègre dans la fiche réflexe pertinente les actions à mener en cas de l'activation de l'astreinte SOCOTEC pour les premiers prélèvements dans l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Responsable échanges avec l'administration

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point b)

Thème(s) : Risques accidentels, POI

Prescription contrôlée :

b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;

Constats :

L'inspection constate qu'en page 6 du POI, il est indiqué que le déclenchement du PPI est fait par le directeur des opérations internes exclusivement. Lors de la visite, l'exploitant a déclaré que le directeur des opérations internes a le même rôle que le directeur des secours.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection recommande de clarifier les terminologies et éventuellement les rôles du directeur

| |
|---|
| des opérations internes et du directeur des secours dans son POI. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 7 : Stratégie d'intervention

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point c) |
| Thème(s) : Risques accidentels, POI |
| Prescription contrôlée : c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ; |
| Constats : Voir partie confidentielle |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est attendu que l'exploitant actualise l'ensemble des fiches "scénarios prévus" dans son POI pour clarifier la stratégie d'intervention selon le type d'accident, notamment sur l'aspect des voies à bloquer à l'extérieur du site, des moyens de lever de doute et de la réalisation de premiers prélèvements environnementaux. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 8 : Alerte

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point d) et e) |
| Thème(s) : Risques accidentels, POI |
| Prescription contrôlée : d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ; e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ; |
| Constats : L'exploitant a défini un schéma d'alerte en page 6 de son POI et également une fiche réflexe POI en page 7 de son POI. Dans le schéma d'alerte (p6), l'inspection relève : |

- l'absence d'alerte des principaux acteurs externes (pompiers, commune, DREAL/Préfecture) en heures ouvrées,
- que les modalités pour prévenir le personnel ne sont pas précisément définies (personnel sur site et en tournée),
- en heures non ouvrées le schéma d'alerte prévoit que les pompiers appellent la cheffe de dépôt. Le schéma d'alerte ne prévoit pas le cas de figure où la cheffe de dépôt est absente ou non joignable.

Lors de la visite, l'inspection a également constaté, par échantillonnage dans l'application WaryMe, que le numéro de téléphone du directeur régional de l'entreprise n'est pas à jour.

Dans la fiche réflexe POI (p7), l'inspection relève que l'actionnement de la sirène PPI est une des actions du directeur des secours et non du DOI comme indiqué en page 6 du POI.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est attendu que l'exploitant :

- mette à jour et précise son schéma d'alerte et sa fiche réflexe POI au vu des remarques supra, notamment sur les aspects de contact de l'entreprise en heures non ouvrées et d'alerte du personnel sur site,
- qu'il clarifie le rôle de la personne responsable du déclenchement du PPI et de la sirène PPI (incohérence entre le schéma d'alerte et la fiche réflexe POI),
- qu'il s'assure périodiquement de la justesse des informations de l'application WaryMe (contacts téléphoniques, modifications de stratégie...).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Interface service externe

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point f) et g)

Thème(s) : Risques accidentels, POI

Prescription contrôlée :

f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;

g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que le directeur des secours est chargé d'accueillir les pompiers au lieu-dit Les Tenelles pour les informer de la situation.

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la transmission au service d'incendie et de secours de la dernière version de son POI.

L'exploitant a également indiqué de ne pas avoir réussi à organiser d'exercice POI avec les

| |
|---|
| pompiers au regard de la charge de travail de ceux-ci. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| Il est attendu que l'exploitant justifie de la transmission de la dernière version de son POI au service d'incendie et de secours . |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 10 : Mesures d'atténuation hors site

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point h) |
| Thème(s) : Risques accidentels, POI |
| Prescription contrôlée : |
| h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ; |
| Constats : |
| <p>L'exploitant est responsable de la mise en œuvre des dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - déclenchement de la sirène PPI de l'établissement afin d'alerter la population, dès la demande d'activation du PPI et sans attendre la décision du préfet, - bouclage immédiat des voies routières permettant l'accès au site, en cas de danger immédiat et sans attendre l'activation du PPI. <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a déclaré être en difficulté pour empêcher la circulation sur les voies routières identifiées dans les plans d'urgence, au vu du faible nombre de personne présente sur l'installation.</p> <p>L'exploitant a indiqué être en capacité ne de bloquer que l'accès des Tenelles. Il n'a pas fait mention de disposition particulière mise en œuvre pour réaliser cette action.</p> <p>A la question de l'inspection sur les modalités de mise en oeuvre, il a déclaré que la personne présente se rendait en voiture au point de blocage et barrait l'accès avec son véhicule.</p> |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| L'inspection recommande à l'exploitant de se rapprocher du service de la protection civile de la préfecture pour leur remonter le problème de capacité au blocage des accès routiers. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 11 : Liste des substances recherchées et milieux associés

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI |
| Prescription contrôlée : |

| |
|---|
| <p>« Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] » <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que dans le POI de l'exploitant figurent bien les substances recherchée dans la cadre des premiers prélèvements environnementaux. Lors de l'inspection, l'exploitant a précisé que tous les composés sont recherchés dans le milieu air en phase d'urgence. Dans son POI l'exploitant a défini 3 scénarios avec des points de prélèvements identifiés : un scénario avec vent dans un périmètre de 500 m, un scénario avec vent dans un périmètre de 2 à 5 km et un scénario avec absence de vent dans un rayon de 500 m. L'inspection note que les points de prélèvements à 500 m sont les mêmes avec ou sans vent. Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure d'expliquer quel scénario de prélèvement est mis en œuvre en fonction du type d'accident et de la vitesse du vent. Il n'a pas non plus été en mesure de définir à partir de quelle vitesse de vent les scénarios sont choisis. Enfin, il a indiqué ne pas disposer d'outil lui permettant de connaître le sens et la vitesse du vent en temps réel. Enfin l'inspection souligne que les actions associées aux dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux n'apparaissent pas dans le schéma d'alerte ni dans les fiches de missions des intervenants du POI.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est attendu que l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - explicite sa stratégie de prélèvement en fonction du type d'accident et des conditions météorologiques, - actualise son POI pour faire apparaître les actions associées aux dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux a minima dans le schéma d'alerte ni dans les fiches de missions des intervenants. |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |

N° 12 : Stratégie de prélèvement

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI |
| Prescription contrôlée : |

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

[...]

- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.

Constats :

L'inspection a constaté que le POI de l'exploitant ne contient pas les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux. L'exploitant a indiqué que ces informations se trouvent dans le rapport de stratégie de prélèvement de SOCOTEC.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est attendu que l'exploitant actualise son POI pour y intégrer les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Personnels compétents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI

Prescription contrôlée :

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

| |
|--|
| <p>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :</p> <p>[...]</p> <p>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</p> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré que la société SOCOTEC assure l'astreinte, la mise en œuvre et l'analyse des premiers prélèvements environnementaux pour le site EPC France de Bruguères.</p> <p>Par courriel du 16/04/2026, l'exploitant a fourni une proposition commerciale de SOCOTEC (ref 2502886N0000011 Rev2) signée par les deux parties en date du 08/04/2025 et valide pour une durée de 3 ans.</p> <p>Concernant le temps d'intervention de SOCOTEC sur site en cas d'incendie, l'exploitant a répondu par courriel du 17/04/2026 que "l'agence SOCOTEC d'astreinte est située à Saint Avertin (37) soit 2h45 de temps de trajet. Le délai vraisemblable est donc de 3h à 3h30 environ".</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 14 : Etat des stocks

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 50</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Etat des matières stockées-dispositions spécifiques.</p> <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436,2718,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets,</p> |

présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Constats :

Voir partie confidentielle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Sirène PPI

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/01/2026

Thème(s) : Risques accidentels, Non fonctionnement de la sirène PPI

Prescription contrôlée :

La société EPC FRANCE, exploitant une installation de dépôt d'explosifs sise au lieu dit Brugères sur la commune de Saint-Sylvestre, est mise en demeure de respecter les dispositions **de l'article 6.3 de l'arrêté préfectoral du 13décembre 2018** en transmettant à l'Inspection :

- **sous 2 mois**, un justificatif garantissant la mise en place d'une sirène PPI fonctionnelle
- **sous 15 jours**, un descriptif des mesures palliatives prévues dans l'intervalle.

| |
|--|
| <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a demandé à l'exploitant de déclencher la sirène PPI sur un temps bref et a constaté que celle-ci fonctionne bien. Le déclenchement de la sirène PPI se fait au moyen d'un bouton à tourner au niveau de la zone des dépôts. L'inspection a interrogé l'exploitant pour savoir si un déclenchement à distance de la sirène PPI pourra être mise en place. Par courriel du 22/04/2026, l'exploitant a communiqué le rapport d'intervention du raccordement pour déclenchement à distance de la sirène PPI (fiche d'intervention technique de Securitas Technology n°9060837) et a indiqué avoir effectué un essai et constaté que le déclenchement à distance est opérationnel.</p> <p>Au vu de ces constats, l'inspection propose la levée de l'arrêté de mise en demeure du 08/01/2026 qui avait été prononcé à l'encontre de l'exploitant.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |
| <p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p> |